



Recherche publique, Gilets jaunes et Vrai/Grand débats

« Tout ça pour ça ! ». C'est ce que nous écrivions en introduction de notre analyse du Grand débat sur l'identité nationale (Marchand & Ratinaud, 2012). On pouvait penser que, près de 10 ans plus tard, un autre gouvernement ne pouvait pas renouveler la même erreur. Lancer une consultation qui va mobiliser plusieurs dizaines de milliers de personnes et produire plusieurs millions de mots mériterait de réfléchir un peu, en amont, à la façon dont ces données allaient être analysées et utilisées. Il n'existe pas, actuellement, de méthode réellement éprouvée pour traiter scientifiquement ces consultations. Nous les abordons en tant que chercheur-e-s pour mettre à disposition une expérience ancienne en matière de production, d'extraction et d'analyse des données textuelles massives. Mais la recherche publique ne pèse pas grand-chose face à des officines de mesure de l'opinion dont le capital et le lobbying tiennent lieu de compétence. Avec quels résultats ?

Résumé des épisodes précédents

Le 29 mai 2018, Priscillia Ludosky, une habitante de Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne), lance une pétition "[Pour une Baisse des Prix du Carburant à la Pompe !](#)" adressée à François de Rugy et Emmanuel Macron : *"Je pense pouvoir parler au nom de toutes les personnes qui n'en peuvent plus de payer pour les erreurs des dirigeants et qui ne souhaitent pas toujours tout payer et à n'importe quel prix !"*

Viennent ensuite les groupes *Facebook* qui appellent les automobilistes en colère à bloquer le périphérique parisien le 17 novembre. Le 24 octobre 2018, quelques jours avant la manifestation, Ghislain Coutard, technicien en maintenance Narbonnais de 36 ans, diffuse une [vidéo](#) appelant à "poser sur le tableau de bord le gilet jaune, que chacun est censé avoir dans sa voiture". Il atteindra 5,6 millions de vues.

Les *Gilets jaunes* vont colorer plus de 2500 lieux de contestation en France le 17 novembre, les jours, semaines et mois suivants.

Les Gilets jaunes et la Recherche

Notre unité de recherche en *Sciences de l'information et de la communication* a vocation à s'intéresser à l'évolution des usages et moyens pour informer et communiquer. Et certain-e-s d'entre nous, spécialisé-e-s dans les "médias et médiations socionumériques", vont très vite voir qu'il se passe quelque chose de particulier. Une équipe se forme et commence à observer l'activité sur les réseaux sociaux. Elle regroupe d'abord six puis neuf chercheur-e-s, de plusieurs statuts, générations et sensibilités[1]. Elle rassemble surtout trois compétences : technique (extraire et formater des données textuelles massives), analytique (développer et appliquer des traitements automatiques originaux) et interprétative (mobiliser des connaissances du contexte et des théories en Sciences humaines et sociales pour comprendre ce qu'il se passe).

Cette équipe collecte des données en grand nombre et commence à alerter sur l'incompréhension du phénomène : la protestation contre la hausse du carburant cache d'autres mécontentements plus profonds. Les revendications ne sont pas réductibles à des mots d'ordre sans fond, sans réflexion. Les internautes argumentent leurs positions,

débattent, mettent en cause un système économique et politique qui, selon eux, s'essouffle et ne fait plus ses preuves. L'opposition entre "fin du mois et fin du monde" est une jolie formule médiatique, mais elle est fausse: la transition écologique est argumentée et portée très tôt par une partie croissante des internautes. Le "mouvement" ne cherche pas à se structurer et échappe aux analyses politico-médiatiques traditionnelles : il sera vain de chercher à le réduire à des porte-parole et des alliances électorales opportunistes.

La plupart des commentateurs se demandent **qui sont** les Gilets jaunes, pour qui ils roulent ou par qui ils sont manipulés. Mais ce qui va constituer notre angle d'approche, sera **ce qu'ils disent et comment ils le disent**. Ce sera souvent une source d'incompréhension avec les médias, les politiques et même certains de nos collègues qui cherchent à catégoriser les Gilets jaunes et non pas à comprendre ce qu'ils disent.

Les [premiers rapports](#) que nous publierons, le 26 novembre 2018 sur l'[Observatoire des Pratiques SocioNumériques](#), montrent que les Gilets jaunes ont une lecture politique (pourquoi on ne taxe pas les pétroliers, les constructeurs, les entreprises...). Ils réagissent à l'agenda politique du gouvernement. Ils dénoncent les injustices fiscales et réclament des mesures contre les inégalités sociales et territoriales: augmentation des bas salaires, rétablissement de l'*impôt de solidarité sur la fortune* (ISF), revalorisation du pouvoir d'achat, égalité face à l'impôt, maintien des services publics... La question du travail qui "ne paie pas" prend de l'ampleur et devient une clef de lecture pour tout ce qui concerne les aides sociales, les réformes ou les taxes.

Si on constate un fort rejet de la classe politique, cela ne signifie pas un rejet global du fait politique. Si, dès notre [2ème rapport](#), la revendication du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) apparaît, celle-ci cohabite durablement avec une volonté d'améliorer les procédures démocratiques existantes pour redonner du pouvoir aux citoyens dans les institutions de la Vème République.

Notre [3ème rapport](#) voit apparaître la question des injustices judiciaires: un système à deux vitesses est dénoncé. L'[affaire Benalla](#) en constitue la figure centrale et repoussoir (absence ou la faiblesse des peines par comparaison avec des GJ mis en garde à vue ou emprisonnés, particulièrement du "Boxeur", [Christophe Dettinger](#)). La collusion du pouvoir politique et du système judiciaire est pointée du doigt.

Les gilets jaunes témoignent d'un sentiment de mépris, d'une violence de classe par laquelle ils sont renvoyés à leur place, à leur niveau de vie. Le traitement de leur mouvement est quasi-exclusivement polarisé sur la violence à laquelle ils sont assimilés, notamment après les événements de l'arc de triomphe (1er décembre 2018), alors que le rejet de la violence est majoritaire. La volonté de se différencier des "casseurs" s'accompagne aussi d'une dénonciation de la violence des affrontements avec les forces de l'ordre et d'un débat autour de son utilisation légitime.

Notre [dernier rapport](#), sur le traitement des Gilets jaunes par la presse française, prendra en compte plus de 117.000 articles et il montrera que, si la presse régionale et locale décrit les ronds-points et manifestations, la presse nationale privilégie les petits jeux polémiques entre journalistes et politiques, les élections et la mise en conflit des acteurs connus et bons clients. Dès lors, le divorce entre les Gilets jaunes et les médias, assimilés à une collaboration avec les puissances économiques et politiques, s'exprime ouvertement.

En réponse au mouvement, le 15 janvier 2019, Emmanuel Macron annonce le lancement d'un Grand débat national (clôture en ligne le 18 mars 2019).

Les débats : le *Grand* et le *Vrai*

Le Grand Débat National (GDN) a été abondamment décrit et il est présenté, par ses promoteurs, comme un succès historique. On peut considérer que 4% de la population y a participé d'une façon ou d'une autre, ce qui est bien supérieur aux 1% généralement espéré dans ce type de consultation, et qu'il s'agit pour une bonne part de « primoparlants » (ceux qui ne prenaient la parole auparavant).

Le site Web n'était que l'un des sept dispositifs du GDN. C'est également celui qui correspond à nos compétences d'analystes des données textuelles massives. Nous pourrions également nous intéresser aux 27374 e-mails ou aux Cahiers de doléances mais, pour des raisons différentes, ils ne sont pas accessibles aux chercheur-e-s.

Des partenariats possibles ?

On se souvient que, dès le 14 décembre, le gouvernement annonçait vouloir confier l'organisation du Grand débat national à la Commission Nationale du Débat Public (CNDP). De notre côté, nous avons quelques expériences dans l'analyse de consultations et de débats en ligne, étayées par des publications scientifiques, par exemple sur le Traité de constitution européenne, le [Grand débat sur l'identité nationale](#), des analyses de Twitter à propos de *Mariage pour tous*, *Je suis Charlie* ou *Nuit debout*... Et, bien sûr, le suivi du mouvement des Gilets jaunes. Nous proposons donc à la CNDP de mettre notre expérience et nos outils à sa disposition.

Mais [l'organisation et le déroulement du Grand débat national](#) vont très vite être perturbés. C'est le 8 janvier 2019 qu'éclate une polémique à propos du salaire de la présidente de la CNDP. Puis [une autre sur la forme que le gouvernement souhaite donner au Grand débat](#). Finalement, la CNDP est jugée "sous-dimensionnée" pour gérer le Grand débat national, qui est confié à deux ministres et à cinq personnalités chargées d'en "garantir l'indépendance". Deux de ces cinq personnalités ont été choisies par le gouvernement (Jean-Paul Bailly, ex-patron de la RATP, et Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la CNIL), deux par les présidents des deux chambres du Parlement (Guy Canivet, ancien "Sage", et Pascal Perrineau, politologue), une par le Conseil économique, social et environnemental (Nadia Bellaoui secrétaire générale de la Ligue de l'enseignement). Pour traiter les données, le choix est de se tourner vers des partenariats privés et de financer des officines de mesure d'opinion. Pour le traitement des données textuelles, c'est OpinionWay qui est choisi et s'appuiera sur la solution logicielle de la société QWAM.

Cette "récupération" du Grand débat par le Gouvernement va être perçue comme une provocation par un groupe de Gilets jaunes, qui décide de monter une consultation alternative : le Vrai débat sera hébergé par la même plateforme (*Cap Collectif – Générateur d'intelligence collective*, avec laquelle des contacts étaient déjà établis à la suite d'une expérimentation à la Réunion), mais suivra les préconisations du [rapport de la "mission d'accompagnement et de conseil pour le grand débat national"](#) (CNDP, 11 janvier 2019). Trois laboratoires publics, le [Lerass](#) (Université de Toulouse), [Triangle \(ENS Lyon\)](#) et l'[Institut des systèmes complexes](#) (Paris-Ile de France) sont contactés pour traiter les données.

Pour les chercheur-e-s, il ne peut plus être question de financement de ces traitements. Le contrat est donc avant tout moral : nous recevrons l'intégralité des données et nous les analyserons indépendamment, rigoureusement attachés à leur description, en plus de nos activités universitaires quotidiennes et en prenant sur du temps privé. Nous pourrions participer à des réunions publiques communes, chacun gardant sa place : les chercheur-e-s décrivent leurs analyses et interprétations ; les Gilets jaunes discutent des motivations et conséquences pour leur mouvement.

Des objectifs différents ?

Bien que reposant sur la même plateforme technique, les deux consultations sont très différentes dans leurs dispositifs.

Le Grand débat gouvernemental s'inspire approximativement des sondages traditionnels du XXème siècle, avec des questions fermées et des questions ouvertes, mais sans les questions sociodémographiques sur les répondants, qui sont habituellement la base de tout sondage. On a entendu des personnalités impliquées évoquer "l'absence de méthode de référence", un protocole "un peu baroque", voire même des questions "totalement stupides". Nous ne sommes pas capables, actuellement, de dire par qui et comment le protocole a été défini, réalisé et validé.

Le Vrai débat s'inspire davantage d'une Agora 2.0 : l'internaute contributeur pourra écrire sa contribution de façon plus spontanée et, surtout, évaluer les contributions des autres (avec des étoiles et *likes*). Le laboratoire [Triangle \(ENS Lyon\)](#) en fera un véritable outil scientifique d'extraction des propositions.

Qu'ont-ils donc dit ?

Notre étude

En ce qui concerne l'analyse du Vrai débat, les trois laboratoires publics contactés, le [Lerass](#) (Université de Toulouse), [Triangle \(ENS Lyon\)](#) et l'[Institut des systèmes complexes](#) (Paris-Ile de France), vont donc développer des approches assez différentes qui vont pourtant converger dans leurs résultats.

Nous-mêmes, et conformément à nos engagement vis-à-vis du Vrai débat, nous avons cherché à partir de l'intégralité des contributions à synthétiser les éléments récurrents ou les thématiques traversant le débat grâce aux méthodes de statistique textuelle et de linguistique automatique permises par notre logiciel [Iramuteq](#) (Pierre Ratinaud, Lerass / [Labex SMS](#)).

Dans notre [rapport](#), nous avons décrit un discours de haute tenue, sans invective, imprégné de sens de la responsabilité, très loin de ce qui existait, par exemple, dans le Grand débat sur l'identité nationale. Nous avons mis en évidence des classes de lexique homogènes (politique, économie, écologie, éducation) et d'autres classes plus hétérogènes (Europe, police-justice).

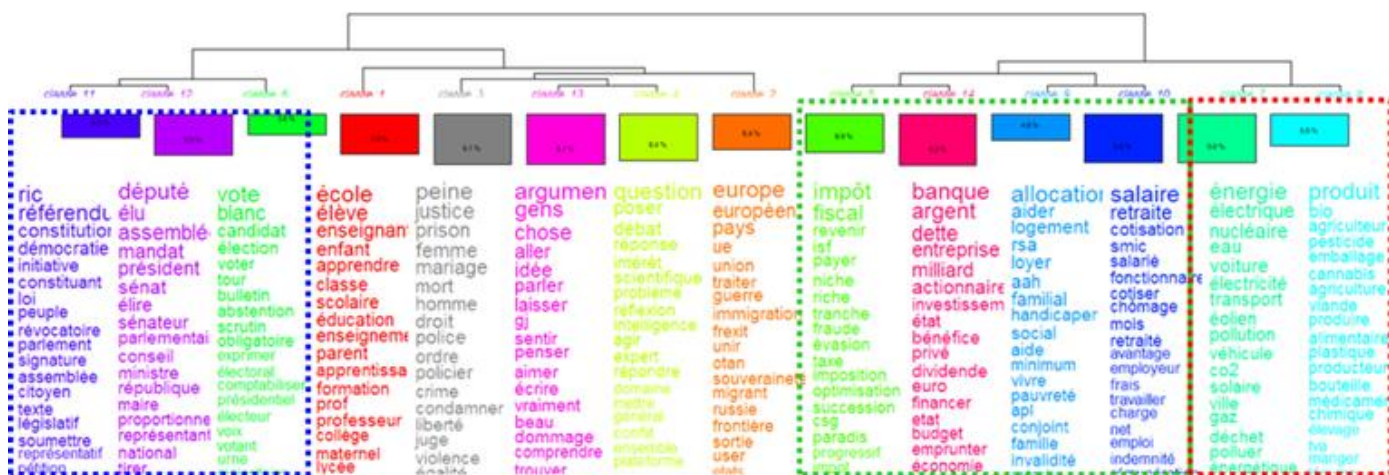


Figure 1 : Dendrogramme de la classification lexicale du Vrai débat

En ce qui concerne l'analyse du Grand débat, rappelons que la recherche publique n'a pas été sollicitée pour participer au protocole gouvernemental. Du moins, pas au même titre que les partenaires privés du Gouvernement. Mais des chercheur-e-s n'ont pas pu s'empêcher de s'emparer des données plus ou moins mises à disposition et de faire connaître leur intention d'en produire des analyses.

Nos organismes de recherche ont alors pris une initiative intéressante. Le 28 mars 2019, nous étions une cinquantaine de chercheurs à avoir répondu à l'Appel à Manifestation d'Intérêt *Corpus de recherche "Grand débat national"*, et avoir été invités (à nos frais) par l'ANR et le CNRS à exposer nos projets de traitement. On est plusieurs à avoir le souvenir d'une journée surprenante mais intéressante. Les chercheurs ont donc exposé leurs projets (en 180 secondes et [une diapositive](#)), mais également leurs souhaits d'une science ouverte tant du point de vue des données que des logiciels (libres) et des publications. Nous avons reçu, le 1er avril 2019, un mail de remerciement annonçant également l'élaboration d'un prochain appel dans les semaines qui suivaient. Sur place, on avait évoqué 2-3 semaines. Aujourd'hui, presque'un an plus tard, rien n'est encore publié. Un simple questionnaire a été envoyé aux participant-e-s, le 12 février dernier avec injonction d'y répondre sous 48h.

Cela a ralenti les chercheurs, mais ils se sont obstinés à s'intéresser à ces données et ont organisé des rencontres sur le sujet. Citons, entre autres, un HackaTAL à Toulouse "Grand Débat // Legal Tech" (1-2 juillet 2019) qui proposait de "quantifier, analyser et visualiser les contributions au grand débat national, proposer des analyses sémantiques ou discursives, repérer et extraire des arguments structurés, générer une synthèse". Ou encore les journées d'études MetSem et Mate-Shs à Sciences-Po (Paris, 5-6 décembre 2019) pour discuter des "outils pour appréhender et analyser les mobilisations de gilets jaunes et les données issues du débat national".

En effet, ce corpus du Grand débat, contrairement à ce qu'on a pu entendre, n'est absolument pas trop gros pour être analysé. Mais il est vrai que les traitements posent un certain nombre de questions méthodologiques qui réclament des compétences (informatiques, statistiques, linguistiques, sociologiques...) et des moyens (développement et matériel de haute performance) qu'on ne trouve que dans les établissements de recherche. Et ils nécessitent surtout d'y consacrer du temps de chercheur-e.

Nous livrons néanmoins, ci-dessous et en avant-première, une première classification.

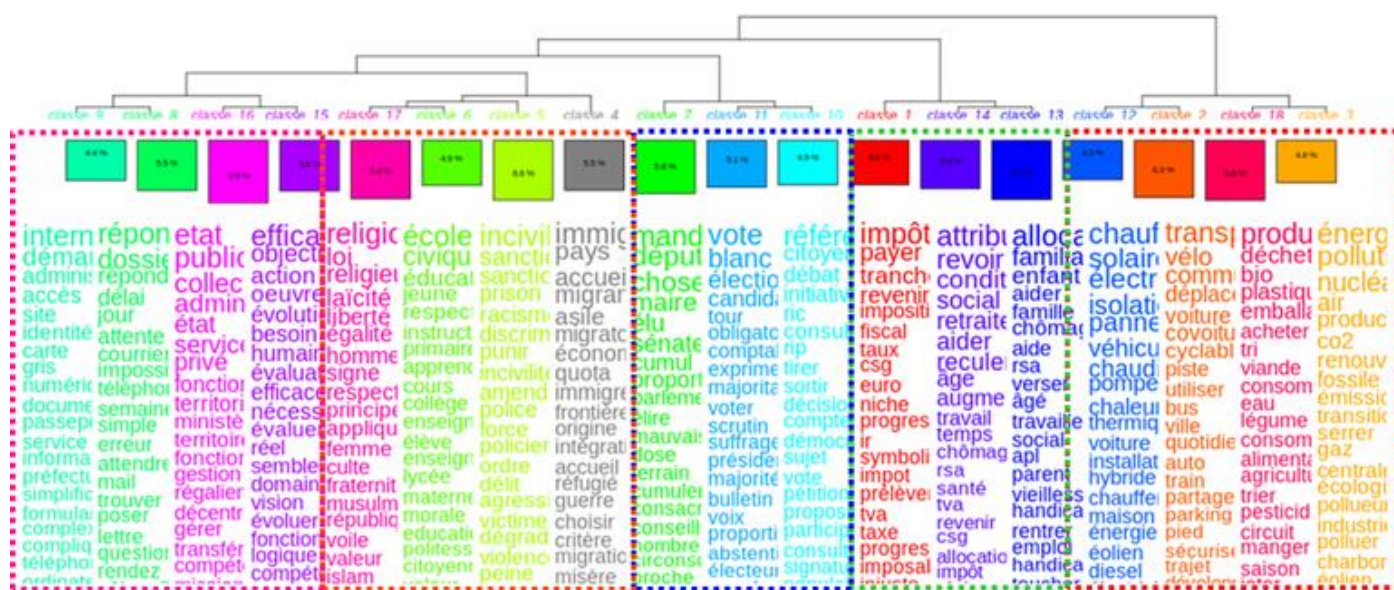


Figure 2 : Dendrogramme de la classification lexicale du Grand débat

Les bases de la classification de l'intégralité du Grand débat national sont donc posées. Il faudrait sans doute reprendre le corpus de base pour le rendre plus homogène (les premières opérations de nettoyage ont déjà été appliquées, notamment par Lucie Loubère). Mais notre expérience montre que ça ne changerait pas significativement la classification. Il faudrait, maintenant, en extraire et surtout en interpréter les propositions les plus significatives. C'est à portée de main, pour peu qu'on y consacre du temps de chercheur-e-s. Notons qu'un contrat post-doctoral d'un an représenterait un coût d'environ 0,25% de ce qui a été débloqué par le Gouvernement pour les officines privées. Si l'appel d'offre avait été concrétisé dans les délais annoncés, les résultats seraient aujourd'hui disponibles et publics.

Une question intéressante peut se poser également : peut-on comparer les deux consultations? Là aussi, des questions méthodologiques se posent, à commencer par la différence de tailles.

Le Vrai débat représente 119.000 contributions de 60 mots, en moyenne, ce qui donne un corpus de 7 millions de mots. Par comparaison avec le Grand débat, cela pourra paraître faible. Mais c'est quand-même presque quatre fois plus que le Grand débat sur l'identité nationale qui, avec ses 1,8 millions de mots, avait fait couler beaucoup d'encre en son temps et même plus tard.

Le Grand débat représente 567.000 contributions de 300 mots, en moyenne, ce qui donne un corpus de 167 millions de mots. La différence de taille peut sembler considérable et, statistiquement, elle aura évidemment un effet sur les comparaisons.

On peut se demander ce qui explique cette différence de taille. L'une de nos hypothèses (mais il y en a sans doute d'autres), c'est que la connaissance des deux débats n'a pas suivi les mêmes canaux. Nous avons fait le compte sur un échantillon de la presse française en trois mois avant la clôture des débats. Sur 64000 articles, on compte une proportion de 1 article mentionnant le Vrai débat pour 800 articles mentionnant le Grand débat. Les contributeurs au Vrai débat n'ont donc pas été nombreux à l'avoir connu par la presse et ce sont davantage sur les réseaux sociaux, et peut-être dans les manifestations et sur les ronds-points, qu'ils ont reçu l'information.

Quoi qu'il en soit, Lucie Loubère a proposé de croiser les deux analyses précédentes (en utilisant les distances de Labbé) pour définir des thématiques communes ou particulières. Le graphe ci-dessous rend compte de cette analyse croisée du Vrai et du Grand débat.

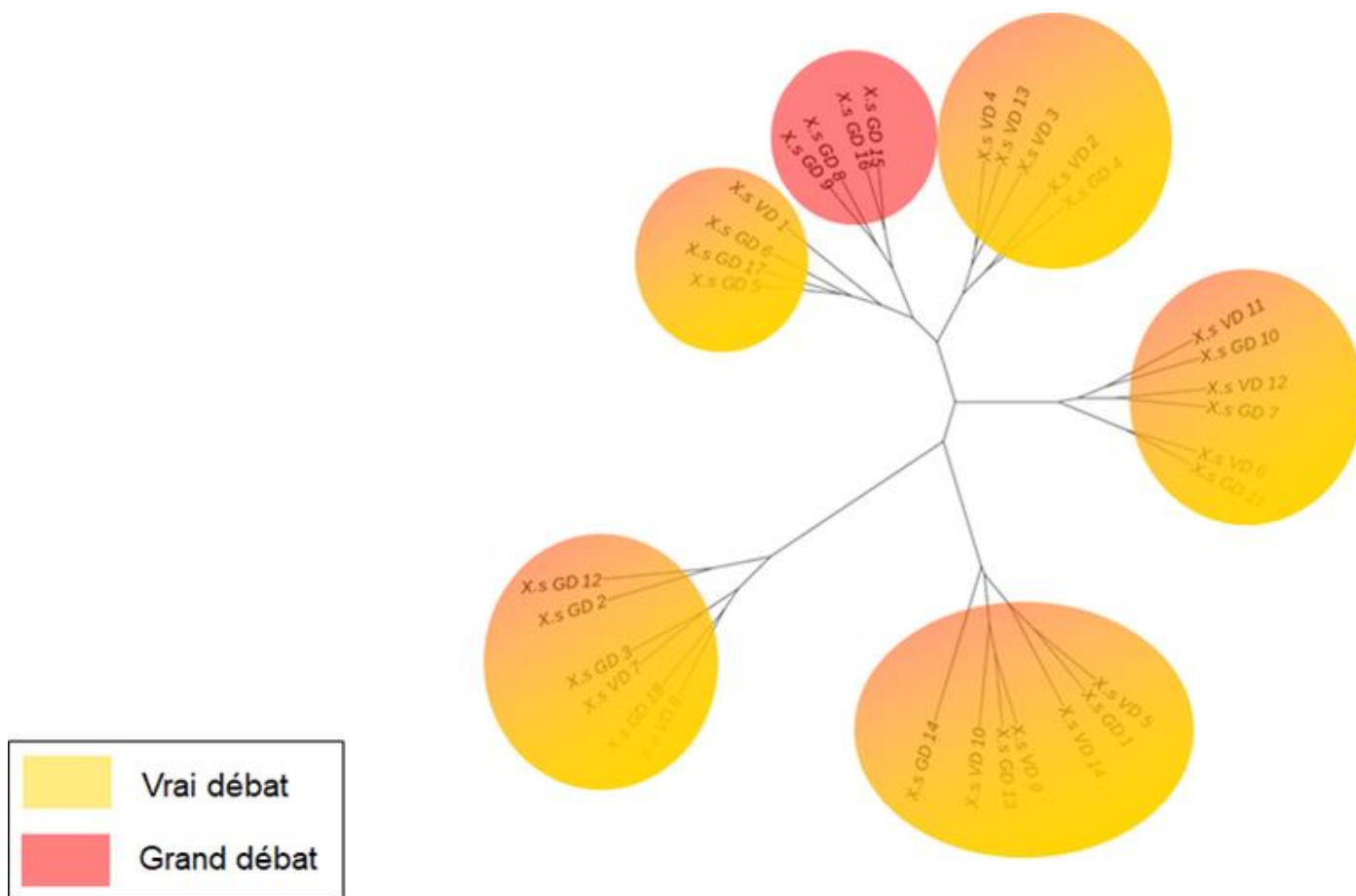


Figure 3 : Croisement des classifications lexicales du Vrai et du Grand débats (distances de Labbé)

Sans entrer dans les détails à ce stade des traitements, on peut identifier des thématiques traitées par l'un, l'autre ou les deux débats et poursuivre les analyses, par exemple par extraction des "bulles" que nous soumettons à une nouvelle classification. On observe alors, par exemple, que certaines thématiques peuvent converger ou diverger fortement. La réforme des retraites, telle que proposée par le Gouvernement, apparaît dans le Grand débat, mais pas dans le Vrai débat (du moins, pas suffisamment pour être statistiquement significative). L'attachement aux services publics est prégnant dans les deux consultations.

Sur d'autres thèmes, les différences sont plus qualitatives. A propos du vote blanc, les deux débats mettent en avant sa nécessité pour rétablir la crédibilité des candidats et la motivation des électeurs :

le problème de l'abstention est uniquement en lien avec le manque de crédibilité des candidats aux élections comme les votes blancs ne sont pas pris en compte les gens se posent la question de l'intérêt à aller voter.

Mais on retrouve davantage sur le Grand débat des considérations institutionnelles qui tiennent à la mise en place:

rendre le scrutin obligatoire et comptabiliser et tenir compte des votes blancs à prendre en considération dans le pourcentage exprimé et prévoir un seuil en dessous duquel l'élection n'est pas valide obligé chaque parlementaire à consulter et à concerter.

A propos du cumul des mandats, les deux débats évoquent un critère de probité:

éviter que les élus deviennent des professionnels de la politique limiter les mandats à 2 renouvellements instaurer un non cumul des postes d'élus locaux avec des postes de directeur ou d'administrateur dans les établissements publics ou les groupements d'intérêt public.

Mais, sur le Grand débat, ce propos se renforce d'un critère d'efficacité:

un élu doit se concentrer pleinement sur le mandat pour lequel il a été élu le travail de député ou de sénateur doit être suffisamment intense pour exiger de s'y consacrer à plein temps.

La question du profil des contributeurs se pose donc à nouveau et, dans les deux cas, on ne dispose d'aucune donnée sur les personnes qui contribuent. Des expériences intéressantes peuvent néanmoins être mentionnées. Benjamin Monnery (*EconomiX*, CNRS & Université Paris Nanterre) a proposé de prédire le soutien aux Gilets jaunes sur la plateforme du Grand débat en créant une deuxième plateforme, "[Entendre la France](#)", avec un *Chatbot* qui reprenait les mêmes questions mais ajoutait des questions sociodémographiques. Les participants donnaient aussi leur position pro ou anti-Gilets jaunes. Les résultats indiquent qu'environ 40% des participants au Grand débat sont assimilables à des pro-Gilets jaunes, et 60% à des anti-Gilets Jaunes. Mathieu Brugidou, Philippe Suignard, Caroline Escoffier et Lou Charaudeau (EDF R&D) utilisent une méthode de *Deep Learning* et trouvent que 36% des contributeurs soutiennent les Gilets jaunes (et ils sont plutôt dans le Vrai débat) et 64% ne les soutiennent pas (et ils sont plutôt dans le Grand débat). Les résultats sembleraient donc converger pour penser que les anti-Gilets jaunes se sont davantage mobilisés sur le Grand débat gouvernemental. Inversement, les soutiens aux Gilets jaunes étaient plus présents dans le Vrai débat.

Quelles conséquences?

Ces débats, le *Grand* et le *Vrai*, ont donc indéniablement eu du succès. Ils ont probablement répondu à une demande d'expression et de participation. Et les citoyens y ont exprimé des analyses, souvent de bon niveau, et des aspirations à une autre société. Pour quel résultat du côté du gouvernement qui en est l'origine?

On peut revenir à [notre analyse de la Déclaration de politique générale d'E.Philippe](#) (12 juin 2019). Dans l'une de ses phrases les plus significatives (au sens statistique), il évoquait le Grand débat national dans les termes suivants:

"L'acte II, c'est aussi répondre à un certain nombre de peurs. Des peurs qui se sont exprimées durant le grand débat. Qui s'expriment depuis des années dans le débat public. Toutes reposent sur un sentiment de « perte de contrôle ». Perte de contrôle sur les évolutions du monde. Sur le progrès technologique. Sur des menaces réelles ou ressenties. Sur la violence."

C'est donc une notion de "peur" qui était retenue, alors qu'elle ne s'exprimait pas dans les consultations. Et cette "peur" appelait une notion de "dépassement": les uns et les autres, élus et citoyens, étaient exhortés à "dépasser les peurs" et accepter le programme de raison défini par le Président et le Gouvernement, ainsi que les projets de loi en préparation.

Mais, en plus du "dépassement", la "peur" appelait les notions de contrôle et de retour à l'ordre:

"Il existe plusieurs manières d'appréhender ces inquiétudes ou ces peurs. On peut les attiser pour en tirer profit. On peut les nier, pour éviter de se poser des questions difficiles. Ou alors, on peut les affronter. En montrant à nos concitoyens que sur tous les sujets, la République a les moyens de garder le contrôle. Garder le contrôle, c'est d'abord garantir l'ordre public pour tous et sur tout le territoire."

Celles et ceux qui s'opposent, et parfois avec virulence, peuvent alors être qualifiés, par les politiques et les médias, de "radicalisés". Or, pour travailler régulièrement sur les [radicalités et leurs régulations](#), nous ne retrouvons pas les caractéristiques des rhétoriques radicales dans les discours de Gilets jaunes.

En revanche, nos analyses récentes des discours révolutionnaires, particulièrement à l'Assemblée nationale de 1789 à 1794, nous permettent de décrire le discours parlementaire qui accompagne la politique de la *Terreur*. Et on observe que la violence répressive se met en place lorsque le pouvoir cesse de considérer qu'il a face à lui des adversaires politiques, mais qu'il les considère comme les ennemis du peuple. C'est bien lorsque le pouvoir peut accuser ses opposants de mettre à mal la République elle-même qu'il peut justifier les répressions les plus violentes.

L'utilité sociale de la recherche publique en Sciences de l'homme et de la société?

Dans une époque où toute recherche prétendument sérieuse doit déboucher sur des "livrables", la question se pose et nous est parfois posée: comment ces traitements et résultats peuvent-ils contribuer à une décision ou à une action?

Tout d'abord, il nous est ici permis de douter que les promoteurs du Grand débat attendaient vraiment des résultats pour prendre une décision ou initier une action.

Le Grand débat gouvernemental, a certainement été pensé comme une fin (dans les deux sens du terme : l'objectif et la clôture) destinée à "rafraîchir" la "crise" des Gilets jaunes. Il apparaît que rien n'a été pensé pour en faire un outil d'aide à la prise de décision. L'exploitation des données n'a sans doute pas été considérée en amont et cela semble confirmé par le flou qui environne la conservation et l'exploitation des Cahiers de doléances.

Au contraire, le Vrai débat des Gilets jaunes a été pensé comme un moyen (dans les deux sens du terme : une étape intermédiaire et une méthode). Les synthèses de nos traitements ont pu être intégrées avec d'autres observations dans des débats (*Assemblées des assemblées*, notamment) qui sont toujours en cours pour parvenir à une formulation qui aura force de proposition. [Des rencontres étaient encore organisées très récemment](#).

Néanmoins, dans les deux cas, et en l'absence d'une réflexion méthodologique préalable, nous en sommes réduits à du bricolage, c'est-à-dire à l'adaptation à une situation nouvelle de méthodes éprouvées dans d'autres protocoles. En soi, cela n'a rien de scandaleux et le bricolage fait partie de la démarche scientifique quand il se fait en conscience des intérêts et limites du transfert technologique.

Pour notre part, nous sommes encadrés par une pratique scientifique générale de ce qu'on peut parfois appeler "lecture distante" et qui permet, lorsque la quantité rend impossible de lire soi-même les textes un par un (lecture rapprochée), d'utiliser des algorithmes pour synthétiser un corpus (lecture distante). On doit alors se distancier du contenu particulier pour pouvoir apprécier la structure d'ensemble.

Aujourd'hui, il est alors techniquement possible de produire assez vite des descriptions de haut niveau qui, tout en demandant à être affinées pour devenir des produits académiques respectables, décrivent généralement des tendances assez solides pour constituer des produits politiques et médiatiques acceptables et même honnêtes. Mais cela réclamerait évidemment un peu de mise à l'épreuve et de validation.

Si, un jour, un gouvernement souhaitait s'emparer des possibilités ouvertes par *Internet* pour mettre en place des consultations citoyennes à grande échelle et en faire un véritable outil de concertation, de participation et, éventuellement, d'aide à la décision, il pourrait alors compter sur la recherche publique pour étudier les dispositifs et mobiliser les meilleures innovations scientifiques et techniques. La confrontation des méthodes, outils et aides à l'interprétation pourrait ainsi permettre de proposer un modèle pour des consultations à venir. Nous pourrions indiquer, sur la base de nos théories et méthodes, les directions possibles pour produire des données exploitables. Mais ce n'est pas ainsi qu'est pensée la recherche publique.

Avec les Gilets jaunes, c'est le social qui vient, du terrain, frapper brutalement (dans les deux sens du terme: soudainement et violemment) à notre porte (bottom-up) ; et nous cherchons les appels d'offre institutionnels (top-down). Nous avons tellement été habitués à candidater sur des appels d'offre définis en dehors de nous par des instances nationales ou européennes (Agence Nationale de la Recherche, Horizon 2020...), que nous avons beaucoup de mal à aborder des événements spontanés et imprévus, même d'une telle importance (et on pourrait aussi parler de "radicalisation").

Nous avons bien compris les propos martelés par l'ANR: "[le temps de la science n'est pas celui du politique](#)". Mais cette évidence n'en est une qu'à condition d'accepter (1) que la politique ne s'exerce que dans du temps "court" et (2) que la science ne s'exerce que dans du temps "long". Or, ici, c'est l'organisation même de la Recherche qui fait que le temps de la science est de plus en plus souvent du temps administratif et gestionnaire, consacré à des tâches pléthoriques et redondantes, qui favorisent la dispersion et l'épuisement au travail. C'est l'organisation même de la science publique qui crée son propre retard. Et les "appels flash" de l'ANR ne sont souvent que des tentatives frénétiques de remettre à l'agenda des recherches qui avaient été sciemment abandonnées et des spécialistes incités à des reconversions dans des thématiques plus rentables.

Et cette question n'est pas propre aux Sciences Humaines et Sociales. A l'heure d'un risque pandémique, la [colère d'un chercheur du CNRS spécialiste du coronavirus](#) prend une résonance particulière.

Pour conclure sur la question du rôle et de l'utilité des grandes consultations citoyennes, on peut signaler que l'Assemblée nationale a mis en place une [Mission d'évaluation et de contrôle sur l'évaluation du financement public de la recherche dans les universités](#), sous la présidence d'Amélie de MONTCHALIN et de Patrick HETZEL (juillet 2018). Une des originalités mises en avant était d'avoir "ouvert une consultation citoyenne dont les résultats sont importants en termes quantitatifs comme qualitatifs". Cette consultation citoyenne a reçu près de 2 500 réponses individuelles:

"un record pour ce type de consultations organisé depuis peu par l'Assemblée nationale, surtout dans un délai aussi court. De nombreux chercheurs, notamment, se sont ainsi mobilisés pour partager leurs impressions, ce qui montre leur motivation et leur engagement sur ces questions essentielles et stratégiques pour exercer de manière satisfaisante leur activité de recherche".

Le [rapport \(voir notamment l'annexe 3\)](#) montre que les chercheurs ne sont pas satisfaits du financement actuel de la recherche (92%) et privilégient le financement récurrent sur le financement par projet (75%). Le [projet de Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche n'en tient aucun compte et prend une direction opposée.](#)

[1] L'équipe : **Guillaume Cabanac**, Enseignant-chercheur en Informatique, **Laurent Kay**, doctorant en SIC, **Lucie Loubère**, docteure en SIC, **Pascal Marchand**, Enseignant-chercheur en SIC, **Pierre Ratinaud**, Enseignant-chercheur en Sciences de l'Education, **Julie Renard**, docteure en SIC et ingénieure d'études contractuelle, **Brigitte Sebbah**, Enseignante-chercheuse en SIC, **Nikos Smyrniaios**, Enseignant-chercheur en SIC, **Natacha Souillard**, docteure en SIC.